Introduction
Archéologie et développement dans les pays du Sud : spécificités et ambitions

Dominique Guillaud et Jean-Christophe Galipaud

L'« archéologie pour le développement » répond à une mission de l'IRD[1], engagé dans le développement social, économique et culturel des pays du Sud. Cette vocation, lentement affirmée au sein de la petite communauté d'archéologues de l'IRD et des acteurs connexes que représentent leurs collègues et leurs partenaires des pays où ils sont investis, semble avoir atteint un certain niveau de maturité, qui appelle un état des lieux, nécessaire pour renforcer la cohérence des démarches engagées et trouver de nouvelles pistes de réflexion et d'action.

L'équipe d'archéologues de l'unité mixte de recherche PALOC (« Patrimoines Locaux ») unissant l'IRD et le MNHN[2] est peut-être la seule équipe française à réaliser sur tous les continents une archéologie qui remplit les missions habituelles de la discipline, tout en s'impliquant également dans le développement des pays du Sud. Une de ses spécificités les plus marquées est son utilisation des outils et approches de l'archéologie pour répondre à des questions actuelles. Pour une archéologie aux contours plus classiques, l'implication dans le temps présent se résume souvent à des opérations de conservation ou de valorisation, souvent muséale, ou à la passerelle intellectuelle qui permet au chercheur de « produire du patrimoine » sans s'interroger sur son rôle dans ce processus ou sur les conséquences de son action sur les situations actuelles. L'archéologie en Occident est très largement convoquée, par exemple, pour établir ou renforcer les bases des identités actuelles, mais elle se refuse pourtant à entrer dans le débat des enjeux présents, toujours politiques et souvent nationalistes, des constructions identitaires. Or l'une des caractéristiques qui s'esquisse

1. Institut de Recherche pour le Développement.
2. Muséum National d'Histoire Naturelle.

dans l'archéologie pour le développement est que, à l'instar d'autres champs disciplinaires des sciences humaines intégrant cette part de réflexivité, elle tend à assumer les implications ou applications importantes des résultats qu'elle produit. Cela ne signifie pas pour autant que cette archéologie se mêle de départager les constructions idéologiques élaborées autour des arguments qu'elle fournit ; en revanche elle est consciente et, dans une certaine mesure, partie-prenante des usages ou des instrumentalisations qui peuvent en être faites. Cette réflexion sur son rôle dans la mise au jour d'éléments du passé qui peuvent être utilisés ou réinterprétés aujourd'hui par différents acteurs du Sud est un thème qui traverse, avec plus ou moins d'insistance, la quasi-totalité des contributions de l'ouvrage.

Du fait de cette préoccupation actualiste, cette archéologie, qui relève pour le reste des objets et des démarches habituels de la discipline[3], tend à s'ouvrir assez systématiquement à d'autres domaines, tels que l'ethnologie et l'anthropologie, la géographie, l'entomologie, l'hydrologie, la vulcanologie..., qui viennent fournir une vision élargie du contexte naturel des occupations passées, c'est à dire des conditions environnementales, des dynamiques qui ont affecté celles-ci, voire de leur continuité dans le temps. Mais plus particulièrement, le champ scientifique d'un passé reconnecté à l'actuel suscite aussi l'intérêt de disciplines connexes, ce dont l'ouvrage offre un exemple, à travers la génétique et la géographie notamment ; et il ouvre à des développements dans d'autres disciplines : par exemple l'agronomie via la prise en compte dans l'actuel de solutions techniques inventées par les populations passées, la muséologie via l'étude de l'émergence des invocations patrimoniales autour d'objets ou de sites archéologiques, etc. Il s'agit donc d'une archéologie résolument ouverte aux approches pluridisciplinaires.

L'archéologie conduite à l'IRD est née des fortes demandes formulées par les pays et les communautés du Sud avec lesquels les chercheurs, via l'expatriation, sont durablement en contact. Elle s'est longuement interrogée[4] sur sa place au cœur de la discipline archéologique, et s'est lentement élaborée au contact de multiples acteurs, institutionnels mais aussi locaux, et en se frottant à des contextes sociaux

3. En particulier par le travail en équipe propre à la conduite des projets, avec une forte implication de diverses spécialités (pour les analyses spécifiques des anciens environnements, des restes biologiques, des sédiments et minéraux, pour les datations et les études des artefacts, des productions artistiques, etc.).

4. Voir à ce sujet l'analyse d'Alain Marliac présentée dans le chapitre de conclusion « une archéologie *largo sensu* ».

et politiques très divers. D'Equateur en Indonésie, du Cameroun aux Marquises, d'Afrique du Nord à l'Inde et la Mélanésie, les contributeurs de ce livre dessinent les contours d'une discipline non seulement de recherche, mais aussi d'intervention. Cette approche initiée par la spécificité de la recherche IRDienne ajoute aux objectifs d'une recherche fondamentale, de formation et de valorisation, propre à l'archéologie en général, une dimension souvent finalisée découlant des fonctionnements spécifiques de l'institut. Il ne s'agit pas d'une tendance nouvelle mais bien de l'élaboration lente, au contact du terrain, d'une archéologie qui aujourd'hui bénéficie de nombreuses expériences passées (Afrique, Vanuatu, Marquises), et implique de ce fait, dans son principe, une dimension comparative entre les terrains.

Une telle archéologie, cela a été relevé récemment, interpelle nos collègues du monde anglo-saxon, qui cherchent depuis longtemps à établir le lien entre archéologie et développement (Dobrovolny 2013). Elle s'opère bien entendu en partenariat avec des collègues locaux, archéologues et non archéologues, qui, s'ils n'ont pas été sollicités dans le cadre du présent ouvrage, le seront ultérieurement pour une réflexion plus étendue. Les impacts de cette approche s'exercent dans de nombreux domaines qu'évoquent les différents auteurs du présent ouvrage.

Un passé exemplaire

L'archéologie est réputée pour sa capacité à décrire des évolutions achevées, dont on peut mesurer la durabilité dans le temps. Des auteurs à succès tels que Jared Diamond (2005) ont amplement exploité cette veine, appelant à nous inspirer, pour le futur de nos sociétés, des expériences passées de l'humanité, et en particulier de celles conduites par certaines sociétés dans le domaine de leurs relations à l'environnement. De façon plus subtile que les transpositions à l'emporte pièce d'une époque à une autre, ce type d'approche peut fournir des solutions possibles susceptible d'inspirer les aménagements du présent.

Au plan de la gestion du risque d'abord, les traces archéologiques liées aux catastrophes naturelles dont les niveaux de fouille conservent de nombreuses traces peuvent, comme l'indiquent Anne-Marie et François Sémah à propos de l'Asie du Sud-Est, fournir des indications sur l'exposition de certaines zones (éruptions volcaniques, tsunamis...) et sur l'impact passé de ces crises naturelles sur divers peuplements, fournissant une approche originale de la

notion de vulnérabilité. L'évolution climatique est également un thème extrêmement prégnant de l'archéologie actuelle en général, invoqué pour éclairer les processus de peuplement et les transitions écologiques et techniques. Une mobilisation des données de l'archéologie et de la préhistoire à l'appui de la compréhension des effets du réchauffement climatique actuel est aussi en plein essor sur tous les continents.

L'inspiration de l'archéologie ne se limite pas aux mesures et aux repères des risques et des vulnérabilités. Les usages anciens de l'environnement peuvent susciter la récupération d'anciennes techniques : par exemple les *camellones* des piémonts et inter-vallées andins, témoignant d'un aménagement optimal des terres basses, ou encore les nombreux réservoirs et systèmes hydrauliques indiens, qu'évoque Anne Casile, sont autant de sites préparés ou de modèles aptes à une réutilisation actuelle. L'archéologie désigne ou caractérise aussi d'anciennes ressources, comme ces zones de terres rendues particulièrement fertiles par une longue occupation humaine qu'évoque Geoffroy de Saulieu, et dont on connaît peu l'extension dans le monde. Ces *terra preta* ou *dark anthropogenic earth* ouvrent des pistes d'utilisation, mais aussi de réflexion extrêmement importantes, s'agissant à la fois d'un site archéologique (toutes les *terra preta* sont des zones archéologiques) et d'une zone à fort potentiel économique, cible de l'agriculture industrielle, du moins en Amazonie (Balée 1993, Balée & Erikson 2005). Car la question d'un réinvestissement fonctionnel d'aménagements ou de ressources élaborés dans le passé ouvre un inévitable débat entre deux sortes de patrimoines, l'un archéologique et l'autre agronomique, à la superposition potentiellement antagoniste. L'archéologie peut également appuyer la valorisation d'autres types de ressources, comme celle du cacao dont traite Francisco Valdez. L'information issue des trouvailles sur un site monumental pourrait permettre d'argumenter la définition d'une indication géographique visant à promouvoir et protéger une variété spécifique, ce qui ouvre potentiellement à une valorisation économique.

Territoires et identités, patrimoine et idéologie

Mais les archéologues au Sud ne contribuent pas uniquement aux aspects économiques ou agronomiques du développement. La continuité dans le temps des constructions éco-anthropologiques, entre un passé plus ou moins lointain et l'actuel, est un thème récurrent des approches présentées ici. Elle concerne les paysages

culturels ponctués de sites d'art rupestre aux emplacements stratégiques d'un territoire, que décrivent Gwenola Graff et ses collègues, et que l'on voit continuellement réactivés au fil des siècles par des usages et des inscriptions comparables. Une approche de ce type ouvre de nouvelles voies pour l'ethnoarchéologie qui ne se limite pas à des aspects techniques ou sociaux, mais intègre aussi des dimensions cognitives et symboliques. La continuité dans le temps concerne aussi les territoires des groupes locaux qui fondent leur légitimité et leur identité sur les traces du passé qui ponctuent leur espace, ainsi que l'évoquent Dominique Guillaud et Geoffroy de Saulieu. Le territoire, premier de tous les patrimoines, suscite une attention toute particulière car il est un trait d'union entre le passé et le présent, et il est aussi le support incontournable du développement, qui ne saurait se passer d'une assise spatiale. C'est certainement dans les dimensions qu'il déploie, et en particulier dans son « épaisseur », sa dimension non seulement spatiale, mais aussi chronologique et symbolique, que réside l'une des entrées fécondes de l'archéologie.

Cette archéologie développe de forts liens avec la question des constructions identitaires à tous les niveaux, et en particulier les constructions nationales, comme le montrent à la fois Jean-Christophe Galipaud, Anne-Marie et François Sémah. Le premier a coordonné l'inventaire des sites archéologiques et culturels du

© G. Graff

Entretien autour d'un rocher gravé, Maroc

Vanuatu, entreprise initiée dans le but de construire une référence pacifiée de l'identité nationale dans un archipel très éclaté. Les seconds rappellent la valeur universelle du patrimoine préhistorique, parfois fort ancien, en donnant l'exemple des archipels d'Asie du Sud-Est où la grande diversité culturelle appelle, là aussi, des références passées qui fassent l'unanimité. Dans certains pays où l'histoire est traumatisante, l'archéologie peut permettre aux populations de se réconcilier avec un passé qui ne soit pas conflictuel en allant puiser dans une histoire plus ancienne. Anne-Marie et François Sémah appellent ainsi de leurs vœux des politiques de conservation naturelle, culturelle et sociale, qui prennent en compte dans leur définition un thème trop souvent oblitéré, celui de la mémoire, où l'archéologie pourrait jouer un rôle significatif.

Cette quête de racines se révèle comme une tendance lourde de nos sociétés, et elle est elle-même de plus en plus porteuse d'enjeux, voire source d'investissements financiers importants. Alain Froment évoque la manière dont la recherche des origines africaines des Afro-américains, avec l'idée d'un héritage ou d'un lien que révèlent tant la génétique que l'archéologie, est à l'origine de transferts financiers notables (et d'opportunismes !) de l'Amérique à l'Afrique. Une telle quête de racines révèle les dimensions idéalisées de l'identité dans un monde moderne en quête de reconnexions. Mais la dimension idéologique ne concerne pas uniquement les questions identitaires, elle peut aussi être investie dans l'idéalisation ou dépréciation d'un temps ancien. Anne Casile, s'appuyant sur les mêmes aménagements hydrauliques de l'Inde centrale, oppose dos à dos deux visions divergentes du passé, l'une idéalisant l'ingéniosité et la capacité technique des anciens, l'autre la supériorité et la performance de la société moderne. Ces visions divergentes se font indirectement l'écho d'un clivage idéologique entre la modernité et la postmodernité, débat dans lequel il serait intéressant que l'archéologie s'engage. C'est ce à quoi s'emploie Alain Marliac en nous énumérant différentes représentations du passé et, parallèlement, des usages qui en sont faits : combinant les passés scientifiques et les représentations autochtones du passé, on rencontre aujourd'hui de plus en plus fréquemment un croisement des deux genres qui fonde des usages socio-politiques, voire nationalistes du passé dans les pays du Sud. Cette réflexion renvoie, parallèlement, à la question de la responsabilité de l'archéologue dans les usages des reconstitutions de l'archéologie.

La prise de conscience de cette dimension idéologique est certainement un des points cruciaux de notre approche. Elle est au cœur de la notion de patrimoine, qui se distingue de l'héritage en ce sens que ce dernier ne serait qu'un bien reçu des générations passées, et éventuellement à transmettre aux générations futures. Les travaux de Paloc ont montré que l'idée de patrimoine évoquait de surcroît la nécessité de sa gestion collective en vue de cette transmission (Cormier-Salem *et al.* 2002, 2005), ce qui implique, actifs dans le présent, des acteurs, un espace, une comptabilité du temps, une vision et une idéologie spécifiques. Cette perspective patrimoniale dans laquelle les archéologues de l'IRD sont tous peu ou prou engagés ouvre leur discipline à d'autres dimensions : on sort du « site-témoin du passé » à mettre sous cloche, car, réinvesti des valeurs du présent, il se prête à une réappropriation par les populations actuelles.

Archéologie et acceptabilité sociale

Outre fournir des aménagements, des ressources ou des informations sur les exploitations possibles d'une région, l'archéologie contribue aussi aux bonnes pratiques en matière de protection des cultures ou des environnements, voire à l'acceptabilité sociale de certains développements économiques. Classiquement, l'archéologie au Sud intervient régulièrement pour préparer le cadre législatif de la protection du patrimoine dans les registres qui sont les siens. Elle doit inspirer la mise en place d'un service du patrimoine lorsque celui-ci est absent, et fournit également les éléments qui font patrimoine, notamment lorsqu'elle renseigne des bases de données établissant la liste des sites archéologiques et culturels de son territoire national : c'est une contribution que tous ont apportée sur leur terrain respectif.

Dans le même registre juridique, la Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, ratifiée par 192 pays, a considérablement modifié les conditions de l'exploitation des ressources naturelles et du développement, et mis largement l'archéologie à contribution dans les démarches engagées. Dans de nombreux pays du Sud, la nécessité d'une identification et d'une sauvegarde du patrimoine culturel menacé par des exploitations ou des infrastructures, en particulier lors d'opérations commanditées par des multinationales, mais aussi dans le cadre d'opérations de développement, est désormais une exigence des bailleurs de fonds[5] internationaux. Dans

5. Davantage que des communautés locales d'ailleurs, souvent moins au fait des dispositions légales.

tous les cas, comme le signale Richard Oslisly qui aborde cette question, de telles pratiques ouvrent aux archéologues non seulement des opportunités de formation pour de nombreux étudiants, mais aussi un marché d'emplois durable dans certains pays connaissant une forte dynamique de leurs aménagements et de leurs exploitations. Cette archéologie préventive permet notamment de fournir des indications influençant les aménagements futurs, comme par exemple la présence fréquente de sites en sommet de colline, qui représente une contrainte à prendre en compte pour les tracés routiers.

Mais cet engagement n'est pas uniquement institutionnel. Intervenant pour exhumer, révéler, et réhabiliter les patrimoines au Sud, les archéologues de l'IRD travaillent forcément avec les acteurs privilégiés de ces études patrimoniales : les populations locales. L'éthique d'un certain développement suppose depuis quelque temps déjà que les populations concernées soient informées sur les finalités et sur l'intérêt des projets mis en œuvre autour de leurs patrimoines ou de leur culture, et aussi que leur accord soit acquis sur ces objectifs. Plus spécifiquement, beaucoup de textes présentés ici insistent sur l'implication de ces populations, de différentes façons, dans les démarches de recherche engagées, et sur la nécessité conséquente, pour celles-ci, de bénéficier des retombées des projets. Outre qu'elle ouvre la voie au champ en plein essor du participatif, cette posture désigne plusieurs types de retombées possibles pour les populations locales : elles peuvent aller d'une simple restitution des résultats (sous la forme d'une exposition, d'une salle archéologique, d'un musée etc.), à une réappropriation pleine des vestiges par les populations. Pierre Ottino montre, dans l'archipel des Marquises, comment les Polynésiens ont reconstruit leur patrimoine avec l'aide des archéologues, ces derniers oeuvrant à la réhabilitation des anciens aménagements (plates formes cérémonielles), qui ont pu dès lors être réutilisés en continuité avec les usages anciens. Cette restitution participe d'un certain *empowerment* des populations locales et de leur reconstruction identitaire, car par le biais de cette reconstitution d'un patrimoine oublié, les Marquisiens ont fait d'une identité négative et dépréciée, une source de fierté.

L'archéologue, au coeur du processus de reconstruction identitaire, est aussi un médiateur sur le terrain du fait de sa capacité à mobiliser, autour des objectifs qui leur sont propres, les acteurs du territoire, et en particulier les populations locales. Pierre Ottino, encore, montre comment les opérations de réhabilitation des sites

© D. Guillaud

Préparation d'une cérémonie coutumière avant des fouilles archéologiques au Timor oriental.

cérémoniels des Marquises ont permis de mobiliser les pouvoirs publics et l'armée, venus en appui de ces reconstitutions importantes. Geoffroy de Saulieu indique comment l'archéologie permet de rendre compte des différentes lignes de force d'une société, ainsi que de ses héritages, et comment ses résultats s'offrent à une réappropriation indispensable par les populations locales. Jean-Christophe Galipaud et Dominique Guillaud suggèrent pour leur part que la prise en compte des représentations territoriales des populations (lieux forts, foncier coutumier, géographie sacrée...) pourrait être un élément de médiation important pour les opérations de développement, permettant, mieux qu'une cartographie exogène, de fournir un support spatial juste et bien compris aux différentes parties en présence.

Ces divers principes, le consentement informé, la démarche participative, l'entrée locale, et la volonté de restitution aux populations, définissent le champ de cette archéologie engagée, susceptible de participer à de nouvelles orthodoxies en matière de développement. L'archéologie, qui a une approche scientifique des évolutions passées, naturelles et sociales, vient adjoindre aux disciplines qui habituellement s'intéressent au développement une véritable dimension de durabilité, par la profondeur chronologique

qu'elle procure, par la mise en évidence des processus et des rythmes qui affectent les ressources, les espaces et les sociétés, et surtout par la désignation des héritages locaux, désormais signalés comme essentiels pour les populations.

Références

Balée W., 1993 — Indigenous Transformations of Amazonian Forests: an Example from Maranhão, Brazil. *L'Homme*, n°126-128: 231-254.

Balée W. Erikson C. (dir.), 2005 — *Time and complexity in historical ecology. Studies in the neotropical lowlands*. Columbia UNiversity Press, New York.

Cormier-Salem M.-C., Juhé-Beaulaton D., Boutrais J., Roussel B., 2002 — *Patrimonialiser la nature tropicale. Dynamiques locales, enjeux internationaux*. IRD, Paris, coll. Colloques et Séminaires, 467p.

Cormier-Salem M.-C., Juhé-Beaulaton D., Boutrais J., Roussel B., 2005 — *Patrimoines naturels au Sud. Territoires, identités et strategies locales*. IRD, Paris, coll. Colloques et Séminaires, 551 p.

Dobrovolny M., 2013 — Pacific archaeology offers model for development. *SciDevnet* 07/11/13. http://www.scidev.net/global/conservation/news/pacific-archaeology-offers-model-for-development.html

Diamond J., 2005 — *Collapse: How Societies Choose to Fail or Succeed*, 2005, New York: Penguin Books.

PATRIMOINES

Une archéologie pour le développement

Coordonné par
Jean-Christophe Galipaud
et Dominique Guillaud

ελδ

Patrimoines

Une archéologie pour le développement

Coordonné par
Jean-Christophe Galipaud
et Dominique Guillaud

ελδ

Photo de couverture : Jean-Christophe Galipaud
Création graphique de la couverture et de l'intérieur : Massimo Miola (www.miola.net)
Mise en page, infographie : Laurence Billault

Impression : COM in the BOX (www.cominthebox.fr)

ISBN 979-10-92006-03-2

Tous droits réservés
© Les Éditions La Discussion, 2014

Les Editions La Discussion, 39 rue Léon Bourgeois, 13001, Marseille